

Conseil Communautaire du	22 juin 2018
--------------------------	--------------

à	16h00
---	-------

N°ordre	5
N° identifiant	2018-0295

Titre	Délégation de pouvoir au Président - modification du n°11 de la délibération n°2016-0574 du 23 janvier 2017
-------	---

Rapporteur(s)	M. Francis CHALARD
Date de la convocation	01/06/2018

Président de séance	M. Alain CLAEYS
Secrétaire(s) de séance	François BLANCHARD et Edouard ROBLOT

PJ.	
-----	--

Membres en exercice	91	
Quorum		

Présents	63	<p>M. Alain CLAEYS - <b>Président</b></p> <p>M. Guy ANDRAULT - M. El Mustapha BELGSIR - M. Michel BERTHIER - M. Jean-Claude BOUTET - M. Philippe BROTTIER - Mme Christine BURGÈRES - M. Francis CHALARD - M. Jean-Louis CHARDONNEAU - M. Bernard CORNU - M. Claude EIDELSTEIN - M. Michel FRANÇOIS - M. René GIBALT - Mme Anne GÉRARD - M. Daniel HOFNUNG - Mme Florence JARDIN - M. Laurent LUCAUD - M. Jérôme NEVEUX - M. Fredy POIRIER - Mme Eliane ROUSSEAU - Mme Corine SAUVAGE - M. Alain TANGUY <b>Membres du bureau</b></p> <p>M. Daniel AMILIEN - M. Jacques ARFEUILLÈRE - M. Gérard BLANCHARD - M. François BLANCHARD - Mme Nicole BORDES - Mme Coralie BREUILLÉ - Mme Ghislaine BRINGER - M. Dominique BROCAS - M. Christophe CHAPPET - M. Jean-Michel CHOISY - M. Gérard DELIS - M. Dominique ELOY - M. Claude FOUCHER - Mme Christiane FRAYSSE - Mme Nelly GARDA-FLIP - Mme Diane GUÉRINEAU - M. Abderrazak HALLOUMI - M. Jean-François JOLIVET - M. Olivier KIRCH - M. Claude LITT - Mme Francette MORCEAU - M. Bernard PERRIN - M. Bernard PETERLONGO - M. Christian PETIT - Mme Marie-Thérèse PINTUREAU - M. Sylvain POTHIER-LEROUX - Mme Nathalie RIMBAULT-HÉRIGAUT - M. Edouard ROBLOT - Mme Véronique ROCHAIS-CHEMINÉE - Mme Christine SARRAZIN-BAUDOUX - M. Michel SAUMONNEAU - M. Daniel SIRAUT - M. Alain VERDIN <b>les conseillers communautaires</b></p> <p>M. Jacky GREFFIER - M. Vincent THOMASSIN - M. Jean-Louis GIRAUDEAU - M. Arnaud ROUSSEAU - M. Stéphane GARNAUD - M. Christian GIRARD - M. Jean BRILLAUD - Mme Christine POLO <b>les conseillers communautaires suppléants</b></p>
----------	----	--

Absents	13	<p>M. Dominique CLÉMENT - M. Gérard SOL - M. Aurélien TRICOT <b>Membres du bureau</b></p> <p>Mme Martine BATAILLE - M. Joël BIZARD - M. Olivier BROSSARD - M. Jacky CHAUVIN - M. Yves JEAN - M. Serge LEBOND - M. Jean-Luc MAERTEN - M. Philippe PALISSE - M. Nicolas REVEILLAUD - Mme Cécile RUY-CARPENTIER <b>les conseillers communautaires</b></p>
---------	----	--

Mandats	15	Mandants	Mandataires
		M. Jean-Marie COMPTE M. Gérard HERBERT Mme Jacqueline DAIGRE Mme Stéphanie DELHUMEAU-DIDELOT Mme Jacqueline GAUBERT Mme Marie-Christine MARCINIAK M. Gilles MORISSEAU Mme Patricia PERSICO Mme Laurence VALLOIS-ROUET Mme Michèle FAURY-CHARTIER Mme Marie-Dolorès PROST Mme Peggy TOMASINI M. Jean-Daniel BLUSSEAU M. Patrick BOUFFARD M. Patrick CORONAS	M. Michel BERTHIER Mme Nelly GARDA-FLIP M. Edouard ROBLOT M. Sylvain POTHIER-LEROUX M. Daniel HOFNUNG M. Jean-Louis CHARDONNEAU M. Abderrazak HALLOUMI M. Christian PETIT Mme Francette MORCEAU M. Bernard CORNU M. Gérald BLANCHARD Mme Diane GUÉRINEAU Mme Christine SARRAZIN-BAUDOUX M. Fredy POIRIER Mme Coralie BREUILLÉ
Observations	L'ordre de passage est : la 119, de la 1 à 24, de la 26 à 31, la 51, la 55, la 54, la 52, de la 56 à 57, de la 76 à 82, de la 84 à 88, de la 90 à 93, de la 32 à 50, de la 58 à 75, de la 94 à 102, de la 104 à 118. Arrivée de Mme Christine BURGÈRES.		

Projet de délibération étudié par:	01- Commission Générale et des Finances
------------------------------------	---

Service référent	Direction Générale des Services Direction Assemblées - Juridique - Documentation - Archives
------------------	--

Vu la loi n°2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXIème siècle ;

Vu la loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain ;

Vu la délibération du Conseil communautaire n°2016-0574 du 23 janvier 2017.

Depuis la loi n°2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXIème siècle, la médiation s'est imposée comme la voie privilégiée de résolution amiable des différends administratifs. Elle peut être organisée à l'initiative du juge, dans le cadre d'un contentieux, ou à l'initiative des parties, en amont de la saisine du Tribunal.

A titre expérimental, dans plusieurs départements dont la Vienne, la médiation préalable est devenue obligatoire pour certains litiges de la fonction publique et les litiges sociaux. Cette mission de médiateur est confiée aux Centres de gestion.

Des conventions vont être établies, dans ce cadre, avec le Tribunal administratif et le Centre de gestion de la Vienne.

Il convient donc de modifier la délégation de pouvoir n°11 accordée au Président par le Conseil communautaire en matière d'action en justice afin d'y ajouter le pouvoir d'agir lors des procédures de médiation.

Par ailleurs, depuis la loi du 28 février 2017 relative au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain, le maire d'une commune de 50 000 habitants et plus, et a fortiori le Président d'un Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI), peut se voir déléguer par le Conseil le pouvoir de «transiger avec les tiers dans la limite de 5 000 €»

Après en avoir délibéré, le Conseil décide de modifier la délégation de pouvoir n°11 accordée au Président par délibération n°2016-0574 du 23 janvier 2017.

La nouvelle rédaction est la suivante (les ajouts sont en gras) :

11. D'intenter au nom de Grand Poitiers les actions en justice ou de défendre Grand Poitiers dans les actions intentées contre lui, **et de transiger avec les tiers dans la limite de 5 000 €** ;

Ainsi, pour toute la durée du mandat, le président pourra agir soit en demande, soit en défense, y compris en matière urgente, devant toutes les juridictions et à tous les degrés, ainsi que se constituer partie civile au nom de Grand Poitiers en matière pénale.

**Le président pourra également agir au nom de Grand Poitiers dans le cadre de la médiation, qu'elle soit à l'initiative du juge ou des parties.**

POUR	70	
CONTRE	0	
Abstention	8	M. Jacques ARFEUILLÈRE, M. Gérard BLANCHARD, Mme Jacqueline DAIGRE, Mme Stéphanie DELHUMEAU-DIDELOT, Mme Christiane FRAYSSE, M. Sylvain POTHIER-LEROUX, Mme Marie-Dolorès PROST, M. Edouard ROBLOT
Ne prend pas part au vote	0	

Pour le Président,



RESULTAT DU VOTE

Adopte

Affichée le	2 juillet 2018
Date de publication au Recueil des Actes Administratifs	
Date de réception en préfecture	2 juillet 2018
Identifiant de télétransmission	086-200069854-20180622-lmc186149-DE-1-1

Nomenclature Préfecture	5.6
Nomenclature Préfecture	Exercice des mandats locaux